

**MAP -BURUNDI BUHIRE**  
**MOUVEMENT D' ACTIONS PATRIOTIQUES**  
**BUREAU DE COORDINATION**

---

**PAIX – JUSTICE - PROSPERITE**

*« Nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères, sinon nous allons mourir tous ensemble comme des idiots » (Martin Luther King)*



## **LA PERTINENCE D'UN MOUVEMENT D' ACTIONS PATRIOTIQUES POUR LA REFONDATION DE LA NATION ET DE L'ÉTAT BURUNDAIS.**

Nombre de Burundais et d'observateurs internationaux s'interrogent sur l'opportunité de créer un nouveau mouvement politique, alors qu'il existe une multitude de mouvements et partis politiques, qui ne parviennent pas encore à ramener la paix au Burundi.

L'histoire du Burundi est pleine d'enseignements. Avant et après l'Indépendance du Burundi acquise le 1<sup>er</sup> juillet 1962, le pays vit le pluralisme politique jusqu'en 1966, année au cours de laquelle les responsables politiques de la Première République décidèrent que le Parti UPRONA soit institué en Parti-Etat. Cette situation perdura jusqu'en 1992, au lendemain du courant de La Baule qui permit le retour au multipartisme sur le continent africain en général et au Burundi en particulier. Depuis cette date, il y a eu une véritable prolifération des partis et organisations politiques qui se sont partagés les postes de responsabilité au niveau des institutions et des différentes sphères de l'administration. Néanmoins, cette situation n'a pas empêché le Burundi à plonger dans des cycles de violences qualifiées, soit d'ethniques, d'incompétence des leaders politiques, de mauvaise gouvernance, ou encore de la combinaison des trois et bien d'autres facteurs tant intrinsèques qu'extrinsèques.

Le délabrement dans lequel se trouve le Burundi justifie l'urgente nécessité de repenser l'Etat-Nation et engager un processus de refondation de la Nation et de l'Etat burundais avant que la Patrie ne s'effondre sous les yeux des citoyens patriotes.

Quelles sont les principales raisons qui justifient cette urgente nécessité de refondation de la Nation et de l'Etat burundais ?

### **1. *Faire table rase du passé honteux et préparer un avenir glorieux pour les générations futures***

Depuis l'Indépendance nationale, le rêve du Prince Rwagasore et de ses compagnons de lutte était d'ériger une justice sociale sans faille, une véritable démocratie en paroles et en actes, l'émancipation et le développement des masses paysannes. Après son assassinat, le peuple burundais a été meurtri par des violences cycliques : 1965, 1969, 1972, 1988, 1993, et de 2015, jusqu'aujourd'hui. Le Burundi a connu plusieurs régimes politiques issus des



élections (1960, 1961, 1965, 1993, 2005, 2010 et 2015), des coups d'Etat (1966, 1976, 1987, 1996), les burundais ont signé une Charte de l'Unité Nationale (1991) et un Accord de Paix (2000). Tous ces systèmes politiques et ces instruments n'ont pas apporté ni la paix durable, ni la sécurité et encore moins la prospérité du peuple burundais qui en rêvait tant. Au contraire, les conflits cycliques ont précipité le pays vers un génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre, d'importants mouvements de réfugiés et des déplacés intérieurs avec une pauvreté extrême qui touche directement les trois-quarts de la population burundaise.

## ***2. Redresser le présent qui fait peur et redonner espoir au peuple burundais meurtri par plusieurs années de crise***

Depuis la venue du pouvoir CNDD-FDD, en 2005, le peuple burundais assiste à une dérive autoritaire qui s'est aggravée en avril 2015, lorsque Pierre Nkurunziza a décidé de briguer un troisième mandat, en violation de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation d'août 2000 et de la Constitution de mars 2005 qui en est issue. Cette situation a conduit à des manifestations populaires spontanées pour s'opposer à cette décision. Le pouvoir en place, avec la collaboration des forces de défense et de sécurité, ainsi que la milice Imbonerakure, ont réprimé dans le sang les manifestants et annihilé l'idéal du vivre-ensemble impulsé par le partage du pouvoir entre les composantes de la société burundaise par la mise en œuvre de l'Accord d'Arusha. Plus de 2.000 personnes tuées, des milliers de prisonniers d'opinion, dont la majorité sont des jeunes ayant pris le devant dans les manifestations contre le 3<sup>e</sup> mandat, un demi-million de personnes croupissent dans les camps de réfugiés, en Tanzanie, au Rwanda, en Ouganda, au Kenya, en RDC, au Malawi, en Zambie et ailleurs dans le monde, dans des conditions déplorables. Aujourd'hui :

- Des familles entières pleurent, chaque jour, leurs proches disparus ou tués par des criminels à la solde du régime pour n'avoir pas accepté les injustices, les discriminations et les travers du pouvoir en place ;
- D'honnêtes citoyens sont traqués, tués et jetés sur les collines, dans les latrines et dans les rivières. C'est la politique de la peur et de la terreur ;



- Des femmes et filles sont violées quotidiennement devant leurs membres de famille par des policiers, des agents du Service National de Renseignement et les jeunes Imbonerakure de la milice du parti au pouvoir CNDD-FDD ;
- Des millions d'enfants meurent chaque jour de faim, de maladies et de manque d'eau potable ;
- Plus de trois-quarts de la population burundaise vivent dans une pauvreté extrême, manquant de tout et subsistant avec moins que rien ;
- Les hôpitaux manquent de médicaments, d'équipements appropriés, de médecins et d'infirmiers ;
- Les écoles manquent de tout : d'électricité, d'eau potable, assainissement, bancs, salles de classe, livres et matériels didactiques, enseignants qualifiés, etc.

La détresse du peuple burundais a atteint son paroxysme. On lit sur les visages de Burundais la douleur intense de vivre un cycle infernal de violence et de misère sans fin. Ils espèrent chaque jour que le lendemain sera meilleur, mais ils ne cessent de déchanter. La douleur hiberne dans les veines. A défaut de trouver une solution, on sourit au monde pour cacher la douleur, on chante les bienfaits du pouvoir et du parti dirigeant, pour survivre jusqu'au lendemain, car tout le monde sait que le pouvoir en place est sans pitié pour quiconque ose critiquer ouvertement la façon dont le pays est dirigé. Ceux qui ont essayé, l'ont payé de leurs vies.

Partout dans le pays, la désolation et le désespoir des citoyens, les douleurs et les pleurs des enfants affamés et malades, le désespoir des jeunes sans emploi, traduisent l'image d'un pays fantôme. Il a quasiment l'air d'un navire sans capitaine, que la communauté internationale et la région, après avoir essayé de l'empêcher de couler, a perdu tout espoir de sauvetage et a décidé de lâcher.

### **3. Lancer un vaste chantier pour rebâtir un Burundi paisible, moderne, et prospère**

La situation politique et socio-économique décrite ci-haut, si elle persiste, risque de précipiter le Burundi vers un effondrement total. En effet, la situation actuelle du Burundi semble



bloquée, et le pays de plus en plus recroquevillé sur lui-même. Ne s'entendant pas ni avec les voisins immédiats (Rwanda, Ouganda, RDC) ni avec les pays et organisations traditionnellement amis, considérés actuellement comme des ennemis à la souveraineté nationale, il se retrouve isolé du reste du monde.

Par ailleurs, l'échec récent de la médiation internationale, entreprise par la Communauté des États d'Afrique de l'Est avec le soutien des organisations intergouvernementales (ONU, UA, UE) atteste de l'absence d'intérêt à continuer à œuvrer pour la paix avec un pouvoir totalement irrationnel. Mais cela a des conséquences pour le Burundi et pour la région. La Communauté Est-Africaine est au bord de l'implosion, de même que les autres organisations régionales dans lesquelles le Burundi est membre, notamment à cause d'un climat de violence qui se propage au-delà des frontières burundaises ainsi que sa non-participation politique active et financière dans les instances de ces organisations. Ainsi devant une implosion sécuritaire et humanitaire dont les signes avant-coureurs ne cessent de s'accumuler, les burundais de l'intérieur comme ceux de la diaspora observent, s'observent, et les uns se disent impuissants, les autres préfèrent continuer la lutte malgré les résultats mitigés.

En tout état de cause, les burundais ont à faire un choix délicat : soit, ils s'engagent pour rebâtir le Burundi, dans ses aspects sécuritaires, sociaux, politiques et économiques, et définir un nouveau « *Pacte du Vivre ensemble* ». Cette fois-ci, de manière sincère et pacifique ; soit, ils continueront avec leur logique de violence-répression vengeresse sacrifiant la vie de millions de burundais. D'ores et déjà, avec le coup de force du pouvoir d'organiser des élections générales en 2020, dans un climat de tension, le spectre de guerre civile pointe à l'horizon.

Nous devons, par conséquent, briser ces cycles de violences et l'implosion par une refondation de la Nation et de l'Etat burundais. En sommes-nous capables ? Evidemment, pour pouvoir refonder la Nation, nous devons d'abord être capables, individuellement et

collectivement accepter de changer les mentalités, décider en âme et conscience de rebâtir



nos esprits et revoir notre participation citoyenne à la revitalisation de la Nation. Ce préalable de changement de mentalités et cette responsabilité collective sont incontournables dans ce projet ambitieux de refondation de la Nation et de l'Etat burundais.

Par conséquent, la création d'un Mouvement d'Actions Patriotiques pour la Refondation de la Nation et de l'Etat Burundais est la meilleure voie de créer un cadre politique approprié pour véritablement peser sur le cours des événements.

La situation actuelle interpelle tous les Burundais épris de paix et soucieux du vivre-ensemble, partout où ils se trouvent, afin de redonner de l'espoir aux burundais.

Dans ce cadre, des Burundais, de tous horizons, dans leur diversité ont décidé de créer le Mouvement d'Actions Patriotiques-MAP-BURUNDI BUHIRE, un mouvement politique citoyen inclusif et rassembleur.

En créant ce mouvement politique citoyen, ces patriotes s'engagent, à présenter au Peuple Burundais et à la Communauté Internationale, une Nouvelle Vision pour :

- Une alternative à la violence et aux discriminations de tout genre
- Une alternative à la destruction du tissu socio-économique et aux pillages des ressources nationales
- Une alternative à la dégradation des conditions économiques dont les Burundais sont victimes
- Une alternative à une diplomatie pyromane et belliqueuse qui s'est installée depuis 2015
- Une alternative à la mauvaise gouvernance et au manque de vision nationaliste
- Une alternative à la violation des droits humains, aux lois anti-démocratiques et liberticides
  
- Une alternative à la médiocrité, à l'anarchie systémique et à l'irresponsabilité institutionnelle généralisée.



---

La Vision que nous portons est axée sur le respect de la personne humaine, la restauration de la paix et la stabilité dans tout le pays, l'instauration d'une justice impartiale et effective pour tous, et une relance de la croissance économique.

Fondant notre philosophie de travail sur une démarche participative, quatorze piliers ont été identifiés et feront l'objet de discussions et de débats par tous les burundais. C'est une œuvre exaltante qui s'étalera dans la durée, avec des actions sur le court, moyen et long terme. Nous sommes convaincus que si nous voulons reconstruire notre Burundi nous devons mutualiser nos actions et nos intentions dans nos différences.

La nouvelle génération politique réunie dans MAP-BURUNDI BUHIRE a bon espoir qu'ensemble les patriotes réaliseront cette noble et exaltante vision de redonner espoir et dignité au peuple burundais et de redorer l'ensemble des emblèmes de la République du Burundi et sa présence méritée dans le concert des nations.

Fait à Londres, le 3 mai 2019

Pour le Bureau de Coordination

Emery Pacifique IGIRANEZA, Président de MAP-BURUNDI BUHIRE